

newsletter n° 8, 16 juillet 2015

Notre newsletter contient des informations portant sur les activités de notre réseau, de ses membres et de ses membres observateurs ainsi que sur les initiatives importantes des mouvements sociaux auxquelles nous participons.

Nous avons besoin d'un plan B pour une autre Europe, pour toute l'Europe

Par Walter Baier et Elisabeth Gauthier

Après cinq mois de négociations menées de manière autoritaire et arrogante, 18 chefs d'État et de gouvernement de l'Euro-groupe, sous la direction du ministre des Finances allemand, ont contraint le gouvernement grec démocratiquement élu à un accord qui contredit le programme électoral de SYRIZA et nie les résultats du référendum du 5 juillet.

Alexis Tsipras a accepté ce soi-disant « accord » sous la menace d'une asphyxie financière, d'un effondrement économique total et d'une catastrophe humanitaire. L'accord du 13 juillet est le résultat d'un chantage inacceptable. Il est devenu absolument évident non seulement à quel point le système néolibéral de domination aggrave la crise pour les peuples pris individuellement, mais qu'il va aussi détruire l'ensemble de l'Union européenne économiquement, socialement et politiquement. Jamais auparavant l'Union européenne n'a pris une décision qui sape aussi fondamentalement le projet d'intégration européenne.

Ce n'est pas le gouvernement grec qu'il faut blâmer pour cet accord, mais les dirigeants de l'Union européenne.

Tenter de mettre en œuvre ces mesures coercitives va provoquer la résistance de larges secteurs de la population grecque. Alexis Tsipras l'a lui-même appelé un mauvais accord et est déterminé à poursuivre la lutte pour la défense du peuple grec. Nous resterons solidaires des mouvements grecs qui résistent et se battent pour de meilleures conditions de vie de la population. Nous cherchons en même temps à élargir la lutte contre l'austérité dans toute l'Europe.

Il est clair que cette politique menée par les dirigeants de l'UE a déjà échoué et continuera à échouer et à éroder la démocratie. L'humiliation du gouvernement de SYRIZA et la punition du peuple grec sont destinées à démontrer à tous les peuples européens que la lutte contre l'austérité néolibérale et pour la démocratie est soi-disant sans espoir. Ce sont non seulement Tsipras et les Grecs qui doivent être punis et condamnés à l'impuissance, mais nous tous !

Tous les gouvernements et toutes les forces politiques qui ont adopté le modèle néolibéral dans les Etats et dans l'union portent la responsabilité de la crise européenne. La tentative de domination de l'Europe de la part de secteurs influents de l'élite allemande est vouée à l'échec mais elle menace et compromet l'idée même d'unité européenne. Aujourd'hui, l'UE est aussi déséquilibrée sur le plan politique.

Cela ne peut en aucun cas être notre Europe. Toute l'Europe a besoin d'un plan B.

Au cours de la semaine précédant le référendum, la semaine du OXI, dans 150 villes à travers l'Europe, 200 000 personnes ont manifesté leur solidarité dans la lutte contre la politique d'austérité. Enfin la Confédération européenne des Syndicats a également élevé la voix et exigé, en accord avec certaines des plus grandes confédérations syndicales nationales, que les dirigeants politiques européens respectent les résultats du référendum ; de nombreux économistes parmi les plus importants du monde ainsi que de nombreux intellectuels européens appellent à un changement de politique de la part des gouvernements et de l'UE ; des centaines de milliers de citoyens européens ont déclaré leur soutien au peuple grec. Ce sont de nouveaux éléments positifs et importants. Cependant jusqu'à présent, il a été impossible d'obtenir que soient adoptés les changements politiques urgents et nécessaires.

Il faut une action européenne encore plus décisive.

La raison du dilemme actuel n'est pas l'échec du gouvernement SYRIZA, mais son isolement par rapport aux autres gouvernements européens. C'est notre propre faiblesse qui nous a été renvoyée, le 13 juillet, et nous avons besoin d'y réfléchir et d'en discuter sérieusement.

Diverses options stratégiques sont en cours de discussion au sein des mouvements, des gauches européennes et grecques, parmi elles le Grexit. C'est au peuple grec d'accepter ou de rejeter cette option. Dans ce contexte, notre tâche la plus importante est de construire la lutte contre la politique d'austérité à l'échelle européenne et de changer le rapport de forces dans nos pays et dans toute l'Europe, et ce faisant, d'atténuer les souffrances du peuple grec et d'élargir la marge de manoeuvre de ses décisions politiques.

Cela continue d'exiger notre coopération, notre solidarité et notre unité à l'échelle européenne. Dans cet esprit, nous préparons des initiatives, des mobilisations à l'échelle européenne et une manifestation conjointe à Bruxelles en octobre.

Pierre Laurent :

« C'est un défi de résister à ces pratiques colonialistes »

Entretien réalisé par Julia Hamlaoui – Mercredi, 15 Juillet, 2015 – L'Humanité

Pour le secrétaire national du PCF et président du Parti de la gauche européenne, « un front social et politique européen d'une ampleur tout à fait inédite » est plus que jamais indispensable.

François Hollande s'est félicité, hier, d'avoir évité le Grexit, la France a-t-elle joué à plein son rôle ?

Pierre Laurent Non, la France est entrée très tardivement dans la négociation après avoir laissé pendant des mois la Grèce seule face au chantage des financiers. Elle a ensuite agi pour éviter le Grexit, c'est vrai. Mais sans empêcher un accord que les Grecs ont payé au prix fort dans des conditions draconiennes portant atteinte à leur souveraineté. Les Allemands voulaient depuis le début le Grexit et, ne l'obtenant pas, ils ont voulu punir le peuple grec. La France aurait dû s'élever avec beaucoup plus de vigueur contre ces conditions qui sont une honte pour l'Europe démocratique.

Cet accord est-il viable alors qu'il renforce l'étau de l'austérité ?

Pierre Laurent Cet accord écarte le Grexit et maintient, sous conditions, la possibilité de refinancement de la Grèce. Mais il met également en place de nouvelles mesures d'austérité et une mise sous tutelle qui vont à l'encontre de la nécessaire relance productive et sociale du pays. Les dispositions qui y figurent sont injustes, contre-productives économiquement et profondément contestables démocratiquement. Le premier ministre grec, qui a résisté au chantage au Grexit, a empêché l'Allemagne de parvenir à ses fins sur ce point. Ne sous-estimons pas le cauchemar que cela aurait été pour la population grecque et l'ensemble de l'Europe. Ce n'est pas pour rien que l'extrême droite se frotte les mains en attendant la réalisation de ce scénario catastrophe. Mais en contrepartie l'Allemagne a exigé un prix inhumain et scandaleux. C'est un défi de résister à ces pratiques colonialistes pour tous les peuples européens.

Que défendront les communistes lors du vote sur cet accord, cet après-midi ?

Pierre Laurent Nos groupes parlementaires se réunissent ce matin pour en décider. Ce choix tiendra compte de deux exigences. D'abord, de l'impératif de solidarité à l'égard du peuple grec, de nos camarades de Syriza et d'Alexis Tsipras. Mais il doit être clair que nous ne pouvons soutenir le contenu d'un accord qui a été conçu par les dirigeants allemands en tout point pour humilier le peuple grec. Nous chercherons au Parlement à faire entendre le plus clairement possible cette voix en appelant les Français, la France et, au-delà, toutes les forces démocratiques européennes à redoubler d'effort pour la refondation démocratique de l'Union européenne et l'émancipation de la tutelle insupportable des marchés financiers.

Les dirigeants européens ont voulu donner une leçon à ceux qui estiment qu'une autre voie que l'austérité est possible. Dans ce contexte, comment la bataille pour une Europe solidaire peut-elle se poursuivre ?

Pierre Laurent Donner une leçon aux peuples qui relèvent la tête a été pendant six mois l'obsession des dirigeants européens. Ils n'ont jamais cherché un véritable accord tenant compte du vote du peuple grec. Un puissant engagement des peuples européens et la convergence de toutes les forces politiques, syndicales, sociales sont incontournables pour créer le rapport de forces nécessaire à une refondation sociale de l'Europe. Ces dirigeants européens espèrent avec cet accord refermer la parenthèse grecque. Mais, au contraire, la bataille européenne ne fait que commencer et nous devons mesurer qu'elle nécessite pour être gagnée la construction d'un front social et politique européen d'une ampleur tout à fait inédite. C'est dans cet esprit que nous prendrons de nouvelles initiatives et que nous ferons de la Fête de l'Humanité un grand rassemblement de lutte de tous les Européens contre l'austérité.

Communiqué de 'Blockupy goes Athens', 12 juillet

Comprendre la défaite c'est préparer une victoire

14 juillet 15 Posté dans : Grèce

Le dilemme grec et nous. Neuf considérations provisoires après le OXI populaire et le Oui de Syriza au memorandum. Ce texte est écrit après le vote du parlement grec et avant la décision finale de l'Eurogroupe. Pour le moment, tout est ouvert, et nous ne sommes certains que d'une ou deux choses. Presque tout peut changer, mais certaines choses restera fidèle.

1. Du chantage au coup d'État

L'alternative Grexit ou troisième memorandum n'est pas la même chose que réforme ou révolution ; c'est seulement une question d'absence d'alternatives dictées par les créanciers. Cela correspond au rapport de forces au sein de l'Europe, qui ne peut à l'heure actuelle qu'engendrer des défaites.

Le chantage fait à la Grèce par les créanciers laisse ouvertes deux voies, qui seraient toutes deux des défaites. C'est inévitable. Tout d'abord, le Grexit : Cela signifie : « Nous vous retirons la possibilité de livrer le conflit de classe européen dans l'espace politique européen. Si vous voulez continuer à vous battre, alors battez-vous pour votre survie chez vous et que le monde voie le caractère désespéré de votre lutte. Si vous voulez continuer à vous battre au nom de votre population, alors que votre population en subisse les conséquences ». Un Grexit transforme un problème de politique intérieur européen en un problème d'aide au développement et d'aide humanitaire. Il isole le conflit politique en Europe, le limitant au territoire grec. Deuxièmement, un nouveau mémorandum : cela signifie rester avec les structures de l'UE telles qu'elles sont, mais seulement au prix d'une soumission complète et maintenant l'exigence d'une supervision politique. Le programme de l'Eurogroupe et du FMI revient non seulement à une administration de la dette et de l'insolvabilité, mais aussi à une tentative de construction d'une nation de l'extérieur – la mise sous tutelle comme gouvernement de l'ombre. Son objectif est une nouvelle politique grecque au sens économique et technocratique : déréglementation, privatisation, capitalisme avec les « valeurs asiatiques » (Zizek).

2. La stratégie de soumission politique

Apparemment, le gouvernement SYRIZA a décidé, pour des raisons stratégiques, de mettre fin à la politique de négociations avec une défaite symbolique afin de « pacifier » la situation budgétaire et économique. Cela ne change rien en termes de dévastation sociale.

Les événements de ces derniers jours ont catapulté SYRIZA dans un nouvel espace de prise de décision dans une situation tout à fait contradictoire : L'acte libérateur emphatique du « Non » (OXI) populaire a eu lieu parallèlement à l'intensification de la vulnérabilité au chantage budgétaire à l'égard de l'État (fermetures de banques, état en faillite). L'effondrement complet était une affaire de jours. L'argent s'envolait. Ces derniers jours, les limites extérieures de ce soulèvement national institutionnel contre les « institutions » européennes ont été atteintes. Les négociations étaient terminées, et la guerre économique contre le gouvernement grec a atteint son point culminant. Tsipras espérait qu'un nouveau paquet d'aide apaiserait la situation dramatique. Et ils ne sont pas rares ceux qui pensent maintenant qu'il est temps de préparer vraiment un Grexit.

Il est douteux que cette stratégie fonctionne. SYRIZA espérait qu'un mémorandum lui donnerait un répit et la possibilité de préparer une nouvelle offensive politique. Les créanciers se sont donc fixé l'objectif de passer du chantage financier au contrôle politique direct - dans le cas où ils ne réussiraient pas, en dépit de tout, à faire tomber le gouvernement SYRIZA. Non seulement ils formulent le cadre contractuel de la politique grecque, mais veulent lier les prochains versements à l'obéissance politique du gouvernement et le superviser en permanence. Ils vont essayer d'empêcher la Grèce d'avoir encore un atome de marge de manœuvre pour une nouvelle offensive. Bruxelles n'est plus intéressé seulement par la soumission économique avec un troisième mémorandum ; les créanciers forcent Tsipras à prouver sa « crédibilité » en acceptant de faire tout ce qu'ils lui demandent : tenir tête à la population, aux « dissidents », au parti. Il s'agit d'un chantage dont les conditions sont maintenant la destruction publique de l'image de l'unité politique. Cela ne laisse aucune place à une retraite stratégique, aucune possibilité à une future offensive. Cette soumission sans précédent peut et doit être critiquée. Cependant, ceux qui voient cela comme une rupture avec un projet politique et la mort du réformisme devraient faire preuve d'une certaine réserve. Parce que ce qui est maintenant dans l'air – le « Non » de l'Eurogroupe par rapport au niveau de soumission actuel de la Grèce - non seulement décidera de l'avenir de SYRIZA, mais aussi de la configuration future de l'Europe. Qu'il y ait Grexit ou mémorandum, lundi nous saurons tous qu'il n'y a probablement pas de possibilité de la moindre amélioration de la situation de la Grèce avec les créanciers. Et depuis le référendum une rupture est devenue une option pour la société. À partir de lundi, il y aura en Grèce un nouveau processus politique qui mettra la gauche et le parti à l'épreuve.

3. Gouvernement et processus collectif

Le gouvernement prend son indépendance par rapport au parti et au mouvement. Le processus de négociation entrave le processus démocratique et concentre le pouvoir entre les mains de quelques-uns, auxquels les gens doivent faire confiance. C'est précisément l'aspect populaire du référendum qui a paradoxalement renforcé cette concentration : les masses de jeunes et de pauvres gens, qui ne sont pas des militants et ne sont pas organisés, se sont eux-mêmes directement liés au gouvernement et à la personne d'Alexis Tsipras.

Grâce à sa campagne dans les périphéries urbaines et les quartiers pauvres, SYRIZA a touché tous ceux qui aspiraient à « vivre dans la dignité » ; mais la population ne voulait pas que cela se produise sous la forme d'une assemblée générale permanente du peuple. Celui qui doit prendre les décisions pour eux c'est celui qu'ils ont habilité consciemment à cette fin par leur « non » : Alexis Tsipras. Ils ont non seulement dit « non », mais aussi placé leur confiance dans Tsipras, afin qu'il mette fin à leur souffrance. Cela a renforcé ses possibilités d'agir unilatéralement.

Parallèlement, cela a mis en évidence un vide dans le mouvement de la rue. La démocratie des places a consciemment rejeté la politique centralisatrice et, ce faisant, la figure d'un leadership charismatique. Comment les mouvements s'adressent-ils à ceux qui ne sont pas un mouvement et ne veulent pas en être un ? Comment traitons-nous la différence possible entre le plébiscite des assemblées et la volonté commune supposée de tous ? L'entité sociale du non-représenté et de l'« invisible » ne cherche pas nécessairement le bonheur à travers les mouvements de base et l'auto-organisation engagée. Comment les mouvements agissent-ils si, dans des conditions de post-représentation contemporaine, des majorités réelles ne sont pas seulement possibles, mais aussi décisives ? L'expérience SYRIZA a récemment mis sur la table la question ouverte du collectif social et populaire. Et c'est une bonne chose !

4. D'abord se nourrir, ensuite le grand défi

Le plus gros problème avec la soumission au statu quo européen n'est pas la trahison d'un concept décrépît de révolution soutenue par le KKE ou d'autres « révolutionnaires » radicaux. Le plus gros problème est que la Grèce et ses citoyens les plus pauvres se trouvent dans une situation d'urgence immédiate. La catastrophe sociale ne peut pas se résoudre avec un plan quinquennal.

En ce sens, dans les prochains mois, ce qui va nous montrer si SYRIZA a vraiment capitulé c'est la politique du gouvernement, pas un morceau de papier. Dans ce processus, les mesures nécessaires peuvent également être prises dans une zone grise juridique, ou bien elles peuvent produire le prochain terrain public de lutte. Ce qui est important c'est que ce terrain est déterminé et ouvert. « Absurde », « capitulation », « marchands d'espoir » - tous ceux qui fondent maintenant leur propre radicalisme sur « l'échec » de SYRIZA devraient réfléchir à ce qu'ils auraient fait si cela avait dépendu d'eux. Presque tous les membres de « gauche radicale » au sein de SYRIZA approuvent ce mémorandum, précisément parce qu'ils sont contre lui. Pour le moment, il semble que ce soit la seule option qui préserve la possibilité des autres options. Ce fut une erreur stratégique de ne pas avoir envisagé d'autres options plus tôt. Mais pour être en mesure de faire le saut dans l'inconnu - un Grexit contrôlé et le choix de la nationalisation de la production et des banques - il faut non seulement du temps et des majorités réelles, mais aussi un « espace de respiration ». SYRIZA n'était pas prêt pour cette étape. Personne ne l'était.

5. La solution du Grexit ?

La discussion sur le Grexit dans la gauche allemande est romantique. En grande partie, elle adhère à une vieille conception politique du parti communiste : un processus de rupture qui n'intervient pas socialement, en tant que transformation sociale et mouvement politique ; mais qui doit être promulgué par décret et selon une discussion technique des modèles sociaux par le gouvernement. Qui plus est, la proposition est irresponsable parce que - et c'est le plus important - elle ne correspond pas au processus politique réel.

Avec le « non », le peuple a voté non pas pour la sortie de l'euro, mais pour rejeter la politique « libérale » de peur ; dans leur préparation pour la bataille, ils ont franchi une bonne distance dans la direction d'une véritable rupture, mais ils n'ont pas exprimé l'élan d'une volonté révolutionnaire – peu importe si nous aimerions qu'il en soit autrement. Un Grexit en ce moment serait irresponsable, car il n'a pas été préparé - ni par SYRIZA en tant que gouvernement ou parti, ni par les conseils municipaux et locaux sociaux, pour ne pas mentionner les assemblées et les mouvements. Et ainsi les questions de stratégie ultérieure et les prochaines étapes sont sur la table. Mais pour l'instant, nous devons comprendre que la rupture avec le régime fiscal de l'Europe ne ferait qu'aggraver la catastrophe sociale, et le moment plébiscitaire du vote « OXI » se transformerait en une démocratie guidée puis en autoritarisme d'un gouvernement de gauche, qui gèrerait la catastrophe sociale de manière de plus en plus autoritaire et devrait réorganiser l'État et l'économie contre la majorité sociale. Ceux qui plaident pour un Grexit révolutionnaire le font à une distance confortable et, en dernière analyse, ignorent ceux qui ont combattu, ont eu faim, ont souffert, et ont espéré au cours des six dernières années. Toutes ces personnes méritent d'avoir le temps de respirer. C'est à elles, et non au Comité central de SYRIZA ou à un romantisme révolutionnaire lointain, de décider du bon moment.

6. Un échec nécessaire ?

Quelles que soient les idéologies et les fausses conceptions de la possibilité de réformes à l'œuvre dans SYRIZA, sa ligne au cours des derniers mois correspond à la tendance de la volonté majoritaire. L'espoir d'une solution dans le cadre des traités européens a été le point de départ de la stratégie politique de SYRIZA. En agissant sur cette base, il a réussi à radicaliser la société.

Le gouvernement a rassemblé le peuple derrière lui et derrière ce désir et, avec l'opinion publique de toute l'Europe, il a appris par expérience que ce souhait est irréaliste dans la mesure où l'ordre néolibéral est inflexible. S'ils avaient choisi de faire de cette conception d'une minorité révolutionnaire le point de départ de leur politique, ils auraient échoué lamentablement. Les derniers mois ont permis au monde entier de découvrir la véritable existence concrète de cet antagonisme, de le voir, le sentir. SYRIZA n'a pas alimenté les désirs réformistes, mais les a détruits en une série de leçons de choses pratiques – qu'on le veuille ou non. Ce faisant, la possibilité réelle d'une rupture, dont les gens dans l'ensemble de la société parlent maintenant sérieusement pour la première fois, est devenue une option. Personne ne pouvait prédire l'expérience maintenant acquise sans s'isoler de la population et du parti. SYRIZA n'a pas pris ses propres vérités comme point de départ ; il a tenu compte du niveau de conscience de la population et l'a radicalisé. En ce sens, il a lancé un processus révolutionnaire - chose que ceux qui croient tout savoir et jouent les Cassandre ne sont pas capables de faire. La question est maintenant de savoir si le gouvernement sera en phase avec ce processus.

7. Mouvement et gouvernement

Après près de six mois, SYRIZA se heurte aux limites d'un gouvernement de protestation. Aujourd'hui, le parti doit prendre effectivement une « responsabilité gouvernementale ». Il ne peut pas se replier sur des positions programmatiques, mais doit faire face à un dilemme réel pour lequel il n'y a pas de solution pragmatique. Cela implique aussi nécessairement l'indépendance politique des mouvements par rapport au gouvernement.

Mais c'est une bonne chose et c'est loin d'en être une mauvaise. Les mouvements, au meilleur sens du concept, agissent aussi pour eux-mêmes ; ils doivent le faire dans leurs luttes immédiates et leurs exigences radicales, que les majorités sociales n'incorporent pas toujours - par exemple, la solidarité avec les réfugiés en Grèce, la lutte contre les prisons spéciales, la violence de la police, le danger fasciste, et contre l'extractivisme ruineux (extraction de l'or). Les partis de gauche qui arrivent au gouvernement pas seulement en s'appuyant sur leurs propres forces, mais aussi parce que la caste politique d'un régime d'austérité a implosé, devraient essayer de penser une politique de gauche pour des majorités, et ils doivent améliorer concrètement les conditions de la vie quotidienne du plus grand nombre. Surtout dans les conditions d'appauvrissement cauchemardesque et du plongeon dans le vide causé par les deux mémorandums de la Troïka.

Dans sa semaine fiévreuse de mobilisation permanente, la campagne « OXI », aussi, ne reposait pas sur un leadership central, mais sur l'auto-responsabilisation libre d'innombrables militants qui ont créé, multiplié, et par conséquent aussi socialisé leur propre OXI via les médias sociaux et dans les rues.

Tout cela est-il encore à notre disposition ? Probablement. La désillusion est palpable. Cela doit-il rester ainsi ? Le vieux jeu triste du réformisme parlementaire contre les mouvements radicaux qui veulent avoir davantage va-t-il reprendre ? Peut-être, mais il y a autre chose. La relation entre de larges parts du mouvement et le gouvernement existe toujours ; elle a été bafouée mais pas rompue. Ce qui sera décisif est de savoir comment SYRIZA non seulement

explique sa décision dans cette situation, mais en fait un point de départ pour une mobilisation ultérieure. C'est seulement alors qu'on pourra parler d'une éventuelle capitulation. Cependant, ce qui est également déterminant, c'est de savoir si les mouvements continuent à exercer une pression sur leur gouvernement ; s'ils sont réellement en mesure non seulement de réfléchir à la question de la socialisation de la rupture avec le régime fiscal actuel, incarné en partie par l'euro, mais aussi de s'organiser autour d'elle comme processus social impliquant un grand nombre de gens. Nous n'avons pas de conseils particuliers sur la façon de le faire et nous nous abstenons volontairement d'en donner. Cependant, deux choses nous semblent tout aussi claires : il est possible dans les conditions actuelles de gouverner sans pragmatisme, et, dans le même temps, les mouvements ne doivent pas être subordonnés à la logique gouvernementale ou le devenir.

8. Une réorganisation de la politique

Quoi qu'il arrive, le référendum a donné une nouvelle dimension à l'espace politique non seulement en Grèce, mais aussi en Europe. Sur tous les plans imaginables, il a politisé la crise et la gouvernance européenne. Les voiles technocratiques tombent, tandis que la force brutale des politiques est de plus en plus patente. Leurs lois naturelles déterminent les lois de leurs politiques, mais leurs lois peuvent être remises en cause. « Il n'y a pas d'alternative » est maintenant confronté à la social-démocratie.

Les partis de l'ancienne « gauche », que ce soit en France, en Espagne, en Italie, en Angleterre - ou surtout en Allemagne (SPD) – ne sont désormais rien de plus que « les gestionnaires du capitalisme mondial » (Badiou). Leur « oui » contre SYRIZA et la population grecque a effacé de leur mémoire les derniers vestiges du keynésianisme et les derniers éléments de la solidarité sociale-démocrate. Ils ont rassemblé tous les moyens à leur disposition pour repousser la première contre-offensive puissante au néolibéralisme et à son austérité. Il s'agissait d'une déclaration de guerre contre le nouveau et contre toute tentative d'échapper aux limites de l'ordre actuel. Beaucoup ont su le comprendre, et beaucoup ont été scandalisés de voir comment l'auto-responsabilisation démocratique a été ouvertement soumise à l'intimidation et à la manipulation par « la réforme fiscale structurelle ». L'Europe n'est plus ce qu'elle était. C'est maintenant seulement une question de temps avant que la demande d'un référendum européen sur le TTIP vienne en discussion et avant que d'autres groupes exclus exigent leurs droits. Depuis des décennies, la crise de la représentation a seulement connu une réponse de droite : la Hongrie, Le Pen, le Danemark, Pegida. Maintenant, elle a une réponse de gauche, qui ne peut plus disparaître à moyen terme, quelle que soit la forme concrète qu'elle revêt. Elle s'est positionnée comme force politique avant les 34 pour cent de l'élection de janvier. Et même dans les systèmes parlementaires, il existe - au moins à long terme- la possibilité d'actions rebelles. OXI demeure l'antagonisme politique central des années à venir et a en même temps dix ans d'avance sur les autres mouvements en Europe.

9. L'empire est détruit de l'intérieur, pas de l'extérieur.

Ceux qui disent que l'empire européen ne peut être réformé ne doivent pas en conclure qu'il faut le quitter. Bien sûr, il n'y a rien à attendre de Merkel. C'est un véritable guerrier livrant combat pour sa classe. Mais il est tout aussi évident que l'on doit être et rester exactement là où se trouve l'ennemi, où peut se trouver leur propre inimitié.

En fin de compte, nous nous battons dans l'entreprise et dans le quartier de la ville et non dans un endroit d'où les rapports de domination sont absents. En tout cas, il n'existe et n'existera pas un tel lieu, même en Grèce après un Grexit. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'euro et de l'UE, la réalité européenne constitue les limites objectives du nouveau grec.

C'est là que commence la responsabilité des mouvements européens, en particulier en Allemagne. Il nous appartient maintenant de dépasser les frontières. Cela concerne tous les mouvements sociaux et les luttes politiques pour une Europe des droits pour tous et une véritable démocratie. Cela implique des ancrages de protestation transnationale comme Blockupy, ainsi que d'autres connexions transfrontalières de la gauche radicale. Et, bien sûr, cela implique le Parti de la gauche européenne autour de Die Linke. Chacun a quelque chose à changer ; chacun a à réévaluer ses politiques et à se demander : comment internationaliser la cause grecque et européeniser le vote OXI ? Ensemble, séparément, unis, partout, de toutes les manières possibles. Nous devons moderniser notre pratique - au sein de cette constellation. Et encore une chose : SYRIZA n'a pas besoin d'un fan club. Nous devons apprécier la grande valeur d'un gouvernement de gauche, sans être « fidèles à Moscou ». « Malheureusement, les petits pas en avant ont encore besoin de grands sacrifices », c'est le texte que nous a envoyé un camarade de Diktio le vendredi au cours duquel la décision capitale a été prise. Oui, c'est une saloperie. Mais il faut continuer. Quoi d'autre ?

PS : Notre équipe achève son rapport et revient dans l'action. Quoi qu'il arrive à partir de maintenant les récents événements nous ont déjà transformés. A Athènes, nous nous sommes battus avec d'autres jusqu'à l'épuisement, mais nous avons aussi parlé avec des camarades clairvoyants et des gens ordinaires courageux qui nous ont dit les raisons de leur OXI. Nous avons vu combien nous voulions l'amitié plus grec contre l'ordre de l'Allemagne. C'était passionnant et historique, et nous avons beaucoup appris.

PPS : Toutes nos analyses de base ne bougent pas jusqu'à présent, bien que beaucoup de choses puissent tourner différemment dans les prochaines heures et jours. « Il n'y a pas d'alternative » est censé gagner - choc et effroi, rien ne doit survivre. Si l'énorme niveau de soumission est insuffisant, la société grecque devra risquer le grand saut dans l'inconnu. Ou bien elle reste dans un néant répété ou bien elle passe dessous. Quelque chose va de nouveau arriver. Mais ce ne sera pas décidé non pas par le seul gouvernement ; tous les enjeux seront alors vraiment dans les rues.

Déclaration de Alexis Tsipras à l'issue du Sommet de la zone euro

13 juillet 2015

Nous avons lutté dur pendant six mois maintenant, et nous nous sommes battus jusqu'au bout pour atteindre le meilleur résultat possible, un accord qui permettra au pays de se remettre sur pieds, et au peuple grec de pouvoir continuer à se battre.

Nous avons affronté des décisions difficiles, des dilemmes terribles. Nous assumons la responsabilité de la décision pour écarter la mise en œuvre des objectifs les plus extrémistes - portés par les forces les plus conservatrices de l'Union européenne.

L'accord appelle à des mesures dures. Mais nous avons empêché le transfert de nos biens publics à l'étranger, nous arrêtons l'asphyxie financière et l'effondrement du système financier – planifiés jusqu'au moindre détail, et en cours de réalisation.

Enfin, dans cette bataille difficile, nous avons réussi à obtenir la restructuration de la dette et un processus de financement à moyen terme.

Nous étions conscients que ce ne serait pas une tâche facile, mais nous avons fait un legs très important. Un legs important, et un changement bien nécessaire dans toute l'Europe. La Grèce va continuer à se battre, et nous allons continuer à nous battre, pour revenir à la croissance, retrouver notre souveraineté nationale perdue. Nous avons gagné la souveraineté populaire.

Nous avons adressé un message de démocratie, un message de dignité en Europe et dans le monde. C'est le plus important.

Enfin, je tiens à remercier tous mes collègues-ministres, mes collègues et collaborateurs qui ont dmené, avec moi, un combat très difficile. Un combat qui, à la fin de la journée, montrera sa légitimité.

La décision prise aujourd'hui permettra de maintenir la stabilité financière de la Grèce, donnera des possibilités de relance. Cependant, comme nous le savions à l'avance, l'accord sera difficile à mettre en œuvre. Les mesures comprennent celles que le Parlement a votées. Elles renforceront inévitablement la récession mais j'espère que le paquet de croissance de 35 milliards d'euros que nous avons obtenu, la restructuration de la dette, ainsi que l'obtention d'un financement pour les trois prochaines années permettront d'obtenir la confiance du marché, de sorte que les investisseurs réaliseront que les craintes d'un Grexit appartiennent au passé – permettant les investissements nécessaires pour compenser les tendances à la récession.

Je crois que la grande majorité du peuple grec soutiendra l'effort de retour à la croissance ; ils reconnaissent que nous nous sommes battus pour une cause juste, nous nous sommes battus jusqu'au bout, nous avons négocié toute la nuit, et peu importe ce que sera le fardeau, nous nous y engageons, il sera réparti de façon juste. Ce ne sont pas ceux qui ont payé les années précédentes qui continueront à payer cette fois-ci. Ceux qui avaient réussi à éviter de payer leur part, - dont beaucoup ont été protégés par les précédents gouvernements - paieront maintenant, eux aussi, et assumeront la charge.

Enfin, je tiens à prendre cet engagement : maintenant, nous allons nous battre aussi fort dans notre pays que nous nous sommes battus à l'extérieur, en Europe pour obtenir le meilleur résultat. La Grèce a besoin de réformes radicales en faveur des forces sociales et contre l'oligarchie qui a conduit à l'état actuel du pays. Et cet engagement pour ce nouvel effort commence demain.

13 juillet 2013

Source: <http://www.primeminister.gov.gr/english/2015/07/13/prime-minister-alexis-tsipras->

Discours d'Alexis Tsipras après les conclusions du sommet de la zone euro

Op-Ed dans The Guardian

Derrière le refus de l'Allemagne d'accorder un allègement de la dette de la Grèce.

Par Yanis Varoufakis

La question posée est la suivante : Pourquoi le ministre allemand des Finances, le Dr. Wolfgang Schäuble, résiste-t-il à une restructuration de la dette raisonnable, légère, mutuellement avantageuse ?

Le drame financier de la Grèce a dominé les gros titres pendant cinq ans pour une raison : le refus obstiné de nos créanciers d'alléger la dette. Pourquoi, en dépit du sens commun, de l'avis du FMI et des pratiques quotidiennes des banquiers face aux débiteurs en difficulté, résistent-ils à une restructuration de la dette? La réponse ne peut être trouvée dans l'économie parce qu'elle réside au fond du labyrinthe politique de l'Europe.

En 2010, l'État grec est devenu insolvable. Deux options compatibles avec la poursuite de l'appartenance à la zone euro s'offraient : l'une sensée, que tout banquier digne de ce nom recommanderait – la restructuration de la dette et la réforme de l'économie ; et l'option toxique – l'octroi de nouveaux prêts à une entité en faillite en prétendant qu'elle est encore solvable.

L'Europe officielle a choisi la deuxième option, mettre le renflouement des banques françaises et allemandes exposées à la dette publique grecque au-dessus de la viabilité socio-économique de la Grèce. Une restructuration de la dette aurait impliqué pour les banques des pertes sur leurs parts de dette grecque. Désireux d'éviter d'avouer aux parlements que les contribuables devraient encore payer pour les banques par de nouveaux prêts non viables, les responsables de l'UE ont présenté l'insolvabilité de l'État grec comme un problème de liquidité et justifié le « plan de sauvetage » comme étant une affaire de « solidarité » avec les Grecs.

Pour mettre en place le transfert cynique des pertes privées irrécupérables sur le dos des contribuables en le présentant comme un exercice d'« amour exigeant » un plan d'austérité a été imposé à la Grèce, dont, en retour, le revenu national – qui devait permettre de rembourser les nouvelles dettes et les anciennes – a baissé de plus d'un quart. Il suffit des connaissances mathématiques d'un enfant de huit ans pour savoir que ce processus ne pouvait pas bien finir.

Une fois achevée cette opération sordide, l'Europe avait automatiquement une raison supplémentaire de refuser de discuter de la restructuration de la dette : ce serait maintenant puiser dans les poches des citoyens européens ! Des doses croissantes d'austérité ont été administrées alors que la dette grossissait, obligeant les créanciers à accorder plus de prêts en échange d'encore plus d'austérité.

Notre gouvernement a été élu sur le mandat de mettre fin à ce cercle vicieux ; d'exiger la restructuration de la dette et la fin de l'austérité paralysante. Les négociations ont abouti à une impasse très médiatisée pour une raison simple : nos créanciers continuent à exclure toute restructuration tangible de la dette tout en insistant que notre dette impossible à rembourser doit être remboursée de façon « paramétrique » par les Grecs les plus fragiles, leurs enfants et leurs petits-enfants.

Au cours de ma première semaine en tant que ministre des finances, j'ai reçu la visite de Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe (les ministres des Finances de la zone euro), qui m'a mis face à un choix difficile : accepter « la logique » du plan de sauvetage et déposer une demande de restructuration de la dette ou ce sera le « crash » de l'accord de prêt - la conséquence non-dite étant la condamnation des banques grecques.

Cinq mois de négociations se sont succédé dans des conditions d'asphyxie monétaire et une panique bancaire induite supervisée et administrée par la Banque centrale européenne. C'était inéluctable : à moins que nous ne capitulions, nous serions bientôt confrontés à des contrôles de capitaux, à l'arrêt presque total des distributeurs de billets, à une fermeture prolongée des banques et, finalement, au Grexit.

La menace de Grexit a eu une histoire en dents de scie. En 2010, elle a installé chez les financiers une sacrée peur que leurs banques ne soient pleines de la dette grecque. Même en 2012, lorsque le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, a estimé que les coûts d'un Grexit étaient un « investissement » un moyen intéressant pour discipliner France et les autres pays, la perspective a continué à effrayer presque tout le monde.

Quand Syriza a conquis le pouvoir en janvier dernier, et comme pour étayer notre affirmation selon laquelle les « sauvetages » n'avaient rien à voir avec un sauvetage de la Grèce (et tout à voir avec une arène d'escrime d'Europe du nord), une large majorité au sein de l'Eurogroupe - sous la tutelle de Schäuble - a adopté le Grexit comme résultat favori ou arme de choix contre notre gouvernement.

Les Grecs, à juste titre, ont frêmi à l'idée de quitter l'union monétaire. Quitter une monnaie commune c'est comme couper un lien, comme en Grande-Bretagne en 1992, quand Norman

Lamont chantait sous la douche le matin où la livre sterling a quitté le mécanisme de change européen (MCE). Hélas, la Grèce n'a pas une monnaie dont on peut couper le lien avec l'euro. Elle a l'euro - une monnaie étrangère entièrement administrée par un créancier hostile à la restructuration de la dette insoutenable de notre nation.

Pour en sortir, il faudrait créer une nouvelle monnaie à partir de zéro. Dans l'Irak occupé, l'introduction d'une nouvelle monnaie papier a demandé près d'un an, environ 20 Boeing 747, la mobilisation de la puissance de l'armée américaine, trois entreprises d'impression et des centaines de camions. En l'absence d'un tel soutien, un Grexit reviendrait à annoncer une forte dévaluation plus de 18 mois à l'avance : une recette pour liquider tout le stock de capital grec et de le transférer à l'étranger par tous les moyens possibles.

Avec le Grexit renforçant la panique bancaire provoquée par la BCE, nos tentatives pour mettre la restructuration de la dette sur la table de négociation tombaient dans l'oreille d'un sourd. Maintes et maintes fois on nous a répété que cette question viendrait dans un avenir indéterminé après « la réussite du programme » - un stupéfiant Catch-22 étant donné que le « programme » ne pourrait jamais réussir sans restructuration de la dette.

Ce week-end est le point culminant des pourparlers dans la mesure où Euclide Tsakalotos, mon successeur, s'efforce, à nouveau, de mettre les bœufs devant la charrue - de convaincre un Eurogroupe hostile que restructurer la dette est une condition préalable pour réussir la réforme de la Grèce, pas une récompense ex-post pour ça. Pourquoi est-ce si difficile à faire admettre ? J'y vois trois raisons.

La première est que l'inertie institutionnelle est difficile à vaincre. Une seconde, qu'une dette insoutenable donne aux créanciers un immense pouvoir sur les débiteurs - et le pouvoir, comme nous le savons, corrompt même les meilleurs. Mais il y en a une troisième qui me semble plus pertinente et plus intéressante.

L'euro est un hybride d'un régime de changes fixes, comme l'ERM des années 1980, ou le standard de l'or en 1930, et une monnaie d'État. Le premier, pour tenir ensemble, repose sur la peur de l'expulsion, alors que la monnaie d'État implique des mécanismes de recyclage des excédents entre les États membres (par exemple, un budget fédéral, des obligations communes). La zone euro se situe entre les deux - c'est plus qu'un régime de taux de change et moins qu'un état.

Et voilà le hic. Après la crise de 2008/9, l'Europe ne savait pas comment réagir. Pour renforcer la discipline fallait-il préparer le terrain pour au moins une expulsion (c'est-à-dire le Grexit) ? Ou passer à une fédération ? Jusqu'à présent, elle n'a fait ni l'un ni l'autre, son angoisse existentialiste grandissant toujours. Schäuble est convaincu que, dans l'état actuel des choses, il a besoin d'un Grexit pour assainir l'air d'une façon ou d'une autre. Brutalement, une dette publique grecque définitivement insoutenable, sans laquelle le risque de Grexit s'estomperait, a acquis une nouvelle utilité pour Schäuble.

Qu'est-ce que j'entends par là ? Basée sur des mois de négociation, ma conviction est que le ministre allemand des Finances veut pousser la Grèce hors de la monnaie unique pour semer la panique chez les Français et leur faire accepter son modèle disciplinaire de zone euro.

[Veuillez noter que je n'ai pas choisi le titre du Guardian. Lire le mien comme ci-dessus : Derrière le refus de l'Allemagne d'accorder un allègement de la dette de la Grèce].

Source: Blog de Yanis Varoufakis

L'article ci-dessus a été publié par The Guardian, sous le titre « Germany won't spare Greek pain – it has an interest in breaking us », 10 juillet 2015

« Cette liste de revendications de l’Eurogroupe est de la folie »

Tuer le projet européen

Paul Krugman

Supposons que vous considérez qu'Aléxis Tsipras est un "twitt" incompetent. Supposons que vous souhaitez de tout coeur voir Syriza perdre le pouvoir et être exclu du gouvernement. Supposons que vous accueillez la possibilité de pousser ces ennuyeux grecs hors de l'Euro? Malgré tout, rien ne justifie une liste aussi folle de revendications telles qu'exigées par l'Eurogroupe envers la Grèce.

Le "hashtag" à la mode "ThisIsACoup" démontre bien toute la folie de la situation et cela va au-delà de la pure et dure vengeance. Détruire la souveraineté nationale et n'offrir aucun espoir de soulagement des effets de l'austérité représente une offre destinée à être refusée par les grecs; mais malgré cela, c'est une trahison grotesque de toutes les bases sur lesquelles le projet Européen était censé reposer.

Y a-t-il quelque chose qui pourrait retirer l'Europe du bord du gouffre ? Il est dit que Mario Draghi président de la banque centrale européenne (BCE) tente de réintroduire un peu de raison, que François Hollande, président de la France, montre enfin un peu de résistance au jeu de l'Allemagne avec son discours de "moralité économique" qu'il n'a jamais combattu avant aujourd'hui. Mais une grande partie du dommage a déjà été faite. Qui fera confiance aux supposées bonnes intentions de l'Allemagne après cela ?

En quelque sorte, les aspects économiques sont presque devenus secondaires. Mais encore, soyons clairs : ce que nous avons appris ces dernières deux semaines c'est qu'être membre de la zone euro signifie que les créanciers peuvent détruire votre économie si vous sortez de leur ligne de pensée. Ce positionnement politique n'a aucune incidence sur l'économie sous-jacente de l'austérité.

Il est aussi vrai que l'imposition sévère de l'austérité sans allègement de la dette est une politique vouée à l'échec. Et cela signifie que même une complète capitulation grecque serait une voie sans issue. Désolé, mais c'est le genre de question que l'on doit maintenant se poser: Si la Grèce tente une sortie victorieuse de l'Euro, est-ce que l'Allemagne va tout faire pour la faire échouer?

Le projet européen, un projet que j'ai toujours salué et soutenu - a tout simplement reçu un coup terrible, peut-être fatal.

Et quoi que vous pensiez de Syriza ou de la Grèce, ce ne sont pas les grecs qui l'ont donné.

Lettre ouverte de la CES aux responsables politiques européens

La Confédération européenne des syndicats a publié une importante lettre ouverte, compte tenu de la dimension historique dans la confrontation entre les institutions européennes et le gouvernement grec.

LETTRE OUVERTE

- aux chefs d’États et de Gouvernements de l’UE,
- à Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne,
- à Martin Schulz, Président du Parlement européen,
- à Donald Tusk, Président du Conseil européen,

- à Xavier Bettel, Président du Conseil de l'Union européenne,
- à Mario Draghi, Président de la Banque centrale européenne,
- à Jeroen Dijsselbloem, Président de l'Eurogroupe,
- à Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international.

Madame, Monsieur,

Les événements qui se déroulent en Grèce ont une signification historique. Des solutions doivent être trouvées pour garder la Grèce dans la zone Euro et dans l'Union européenne. Il faut maintenant faire preuve de leadership politique, et oublier l'approche technocratique.

Le peuple grec a voté contre l'austérité, le chômage et la pauvreté, qui ont rendu la dette grecque insoutenable. Ils n'ont pas voté contre l'UE ou contre l'Euro.

Nous considérons que ce référendum est un signal clair que les politiques imposées au cours des cinq dernières années sont insupportables socialement et ont échoué économiquement. Les citoyens ne doivent pas être pénalisés pour leur vote.

Les leaders européens sont devant une responsabilité à laquelle ils ne peuvent échapper ; ils doivent trouver un compromis raisonnable. La solution ne peut être uniquement technique ou laissée à la BCE ; elle doit être politique.

Nous sommes convaincus que les leaders européens doivent bien réfléchir avant de pousser la Grèce hors de la zone Euro. C'est maintenant qu'il faut montrer ce que signifie être dans une Union européenne.

Nous vous appelons à reprendre les négociations en bonne foi, avec l'objectif de trouver un accord socialement juste et économiquement soutenable avec le gouvernement grec.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma plus haute considération.

Bernadette Ségol, Secrétaire générale CES

Reiner Hoffmann, Président DGB

Ignacio Fernandez Toxo, Président CES et Secrétaire général CC.OO

Yannis Panagopoulos, Président GSEE

Frances O'Grady, Secrétaire générale TUC

Rudy De Leeuw, Président FGTB

Marie-Hélène Ska, Secrétaire générale CSC

Susanna Camusso, Secrétaire générale CGIL

Catelene Passchier, Vice-Présidente FNV

Candido Mendez, Secrétaire général UGT-E

Erich Foglar, Président ÖGB

Josef Středula, Président CMKOS

Laurent Berger, Secrétaire général CFDT

Dimitar Manolov, Président PODKREPA

Bente Sorgenfrey, Présidente FTF

Eduardo Chagas, Secrétaire général ETF

Roger Mercatoris, Vice-Président Eurocop

Oliver Röthig, Secrétaire régional Uni-Europa

France Sponem Perez, Présidente Comité femmes de la CES

Les signataires de cette lettre ouverte sont les membres du comité de direction de la CES.

Des signataires supplémentaires se trouvent ci-dessous et leur liste sera mise à jour régulièrement :

- Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT ;
- Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB ;
- Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA ;
- Philippe Louis, secrétaire général de la CFTC ;
- Jan Willem Goudriaan, secrétaire général d'EPSU ;
- Martin Romer, secrétaire général d'ETUCE ;
- Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO ;
- Fausto Durante, secrétaire international de la CGIL ;
- Zoe Lanara, secrétaire international de la GSEE ;
- Jim Boumelha, président de la FIJ ;
- Ulrich Eckelmann, secrétaire général d'IndustriAll-Europe ;
- Leonard Barascu, président de CNSLR-Fratia ;
- Julio Salazar, secrétaire général d'USO ;
- Nicos Moyses, secrétaire général de SEK ;
- Annamaria Furlan, secrétaire générale de la CISL ;
- Carmelo Barbagallo, secrétaire général d'UIL ;
- Michele Berti, président du comité de coordination des CSIR ;
- Salvatore Marra, président du comité des jeunes de la CES ;
- Harald Børsting, président de LO-DK ;
- Gabriele Bischoff, conseillère spéciale du DGB ;
- Karl-Petter Thorwaldsson, président de LO-S ;
- Patricia King, secrétaire générale de l'ICTU ;

07.07.2015

Grèce

Une dette illégale, illégitime, odieuse et insoutenable

Posté dans : Grèce

Résumé du rapport de la Commission sur la vérité sur la dette publique du Parlement grec.

En juin 2015, la Grèce se trouve à un carrefour. Elle doit choisir entre la poursuite des programmes d'ajustement macroéconomiques imposés par ses créanciers ou briser les chaînes de sa dette. Cinq ans après le début des programmes d'ajustement, le pays reste plongé dans une grave crise économique, sociale, démocratique et écologique. La boîte noire de la dette n'a pas été ouverte. À ce jour, aucune autorité, grecque ou internationale, n'a cherché à faire la lumière sur les causes et les modalités d'assujettissement de la Grèce au régime de la Troïka. La dette, au nom de laquelle rien n'a été épargné à la population, reste le dogme au nom duquel est imposé un programme d'ajustement néolibéral qui s'accompagne de la plus profonde et la plus longue récession jamais connue en Europe en temps de paix.

Prendre à bras-le-corps un ensemble de problèmes sociaux et économiques est une impérieuse nécessité autant qu'une responsabilité sociale. Prenant acte de cela, le Parlement Hellénique a mis en place en avril 2015 la Commission pour la Vérité sur la Dette publique grecque. Il lui a donné mandat pour mener des investigations sur l'origine et l'augmentation de la dette publique, la façon dont cette dette a été contractée et les raisons qui y ont amené, enfin sur ces l'impact qu'ont eu sur l'économie et la population les conditionnalités attachées à ces

contrats. La Commission pour la Vérité a pour mission d'amener à une prise de conscience sur les questions relatives à la dette grecque, tant sur le plan interne qu'au niveau international, de formuler des arguments et de proposer des scénarios relatifs à l'annulation de la dette.

Les recherches présentées par la Commission dans son rapport préliminaire mettent en lumière le fait que le programme d'ajustement auquel la Grèce a été soumise était, et reste dans son intégralité, un programme politiquement orienté. L'analyse technique bâtie sur des variables macroéconomiques et des projections de dette – des données en relation directe avec la vie et de la population et ses moyens de subsistance –, a permis de cantonner les discussions relatives à la dette à un niveau technique. Ces discussions ont principalement été centrées autour de la thèse selon laquelle les politiques imposées à la Grèce allaient lui permettre de rembourser sa dette. Les faits présentés dans ce rapport prouvent tout le contraire.

Les éléments dont nous faisons état dans ce rapport montrent que de toute évidence la Grèce, non seulement n'est pas en capacité de rembourser cette dette, mais qu'elle ne doit pas la rembourser, tout d'abord parce que la dette issue des mesures de la Troïka constitue une violation caractérisée des droits humains fondamentaux des résidents de la Grèce. Ainsi, nous sommes parvenus à la conclusion que la Grèce ne doit pas payer cette dette, du fait de son caractère illégal, illégitime et odieux.

Il est également apparu à la Commission que le caractère insoutenable de la dette publique grecque était évident depuis l'origine pour les créanciers internationaux, les autorités grecques et les grands médias. Pourtant, les autorités grecques et certains gouvernements de l'Union Européenne se sont ligüés pour rejeter une restructuration de la dette publique en 2010, dans le seul but de protéger les institutions financières privées. Les grands médias officiels ont dissimulé la vérité au public en soutenant que le plan de sauvetage allait être bénéfique pour la Grèce, tout en passant en boucle le récit selon lequel la population ne faisait que payer pour ses propres turpitudes.

Les fonds versés dans le cadre des programmes de sauvetage de 2010 et 2012 ont été gérés de l'extérieur selon des schémas complexes, empêchant toute initiative propre en matière budgétaire. L'utilisation de ces fonds a été dictée de manière stricte par les créanciers et il est apparu que moins de 10 % de leur montant avaient été consacrés aux dépenses courantes du gouvernement.

Ce rapport préliminaire dresse un premier état des lieux des principaux problèmes et enjeux liés à la dette publique et fait état de violations juridiques majeures en ce qui touche aux contrats d'emprunt ; il pose également les bases juridiques sur lesquelles la suspension unilatérale des paiements de la dette peut être invoquée. Ces conclusions sont déclinées en neuf chapitres présentés comme suit :

Le chapitre 1, La dette avant la Troïka, analyse l'augmentation de la dette publique grecque depuis les années 1980. Il conclut que l'accroissement de la dette n'est pas le résultat de dépenses publiques excessives, celles-ci étant en réalité restées plus faibles que les dépenses publiques d'autres pays de la zone euro. La dette provient pour l'essentiel du paiement aux créanciers de taux d'intérêts extrêmement élevés, de dépenses militaires excessives et injustifiées, d'un manque à gagner fiscal dû à la fuite illicite de capitaux, du coût de la recapitalisation de banques privées par l'État, et des déséquilibres internationaux issus des lacunes inhérentes au modèle de l'Union Monétaire.

L'adoption de l'euro a généré en Grèce une augmentation drastique de la dette privée à laquelle les grandes banques privées européennes ainsi que les banques grecques ont été exposées. En prenant de l'ampleur, la crise bancaire a débouché sur une crise de la dette souveraine grecque. En 2009, en mettant l'accent sur la dette publique et en gonflant le

déficit, le gouvernement de George Papandréou a voulu présenter comme une crise de la dette publique ce qui était en réalité une crise bancaire.

Le chapitre 2, Les évolutions de la dette publique grecque de 2010 à 2015, établit que le premier accord de prêt de 2010 visait en premier lieu à sauver les banques privées grecques et européennes et à permettre aux banques de réduire leur exposition aux titres publics grecs.

Le chapitre 3, La dette publique grecque par créancier en 2015, met en évidence la nature litigieuse de la dette grecque actuelle au regard des principales caractéristiques des prêts qui seront analysées plus en détail au chapitre 8.

Le chapitre 4, Les mécanismes de l'endettement en Grèce, dévoile les mécanismes issus des accords entrés en vigueur à partir de mai 2010. Ces accords prévoyaient l'octroi de nouveaux emprunts d'un montant substantiel par des créanciers bilatéraux et le Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) qui s'accompagnaient de coûts abusifs, amplifiant d'autant la crise. Ces mécanismes révèlent comment la majorité des fonds empruntés ont été directement transférés aux institutions financières. Au lieu de bénéficier à la Grèce, ils ont accéléré le processus de privatisation à travers l'utilisation d'instruments financiers.

Le chapitre 5, Les conditionnalités contre la soutenabilité, présente la manière dont les créanciers ont imposé des conditionnalités excessives qui, associées aux accords de prêts, ont eu pour conséquence directe la non-viabilité économique et l'insoutenabilité de la dette. Ces conditionnalités, que les créanciers s'obstinent toujours à exiger, ont fait chuter le PIB tout en augmentant l'endettement public – un ratio dette/PIB plus élevé rendant la dette grecque encore plus insoutenable. Mais elles ont également généré des changements dramatiques dans la société et provoqué une crise humanitaire. La dette publique grecque peut ainsi être considérée comme totalement insoutenable en l'état actuel des choses.

Le chapitre 6, Impact des « programmes de sauvetage » sur les droits humains, montre que les mesures mises en place dans le cadre des « programmes de sauvetage » ont directement affecté les conditions de vie du peuple et violé les droits humains que la Grèce et ses partenaires sont dans l'obligation d'assurer, de protéger et de promouvoir, conformément au droit national, au droit de l'Union et au droit international en vigueur. Les ajustements drastiques imposés à l'économie et à la société grecque dans son ensemble ont provoqué une détérioration rapide des niveaux de vie incompatible avec la justice sociale, la cohésion sociale, la démocratie et les droits de l'homme.

Le chapitre 7, Questions juridiques relatives aux MoU (Memorandum of understanding ou Protocole d'accord) et aux conventions de prêt, soutient qu'il y a eu violation des obligations en matière de droits de l'homme de la part de la Grèce elle-même et de ses prêteurs, à savoir les États membres de la zone euro (prêteurs), la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds Monétaire International, qui ont imposé ces mesures à la Grèce. Tous ces acteurs ont refusé d'évaluer les violations des droits de l'homme découlant des politiques publiques qu'ils obligeaient la Grèce à appliquer. Ils ont directement violé la constitution grecque en privant le pays de la plupart de ses droits souverains. En effet, les accords contiennent des clauses abusives, qui ont contraint la Grèce à renoncer à des pans importants de sa souveraineté. Cela a été attesté par le choix du droit anglais comme loi applicable à ces contrats, dans le but de faciliter le contournement de la constitution grecque et des obligations internationales en matière de droits humains. La remise en cause des droits humains et des obligations de droit coutumier, la présence de diverses preuves de mauvaise foi des parties contractantes, et leur caractère déraisonnable, remet en cause la validité de ces contrats.

Le Chapitre 8, Évaluation du caractère illégitime, odieux, illégal ou insoutenable de la dette, examine la dette publique grecque en regard des définitions adoptées par la Commission concernant les dettes illégales, illégitimes, odieuses et insoutenables. Il aboutit à la conclusion qu'en juin 2015, la dette publique grecque est insoutenable, puisque la Grèce ne peut payer le service de la dette sans nuire gravement à sa capacité de remplir ses obligations les plus élémentaires en matière de droits humains. Par ailleurs, le rapport apporte la preuve de la présence dans cette dette d'éléments illégaux, illégitimes et odieux, et ce pour chaque groupe de créanciers.

La dette envers le FMI doit être considérée illégale car elle a été consentie en violation des propres statuts du FMI, et que les conditions qui l'accompagnent violent la Constitution grecque, les obligations du droit coutumier international et les traités signés par la Grèce. Elle est illégitime, puisque les conditions imposées comprennent des dispositions qui violent les obligations en matière de droits humains. Enfin, elle est odieuse, puisque le FMI savait pertinemment que les mesures imposées étaient antidémocratiques, inefficaces, et allaient provoquer de graves violations des droits socio-économiques.

JPEG - 48.7 ko

E. Toussaint présentant un document du FMI qui prouve que le fonds savait que ses mesures augmenteraient la dette grecque.

La dette envers la BCE doit être considérée illégale car la BCE a outrepassé son mandat en imposant l'application de programmes d'ajustement macroéconomique (par exemple la déréglementation du marché du travail), ceci par l'intermédiaire de sa participation à la Troïka. La dette envers la BCE est également illégitime et odieuse, car l'objectif du Securities Market Programme (SMP) était en fait de servir les intérêts des institutions financières en permettant aux principales banques privées grecques et européennes de se débarrasser de leurs obligations grecques.

Le FESF a octroyé des prêts hors liquidités qu'il faut considérer comme illégaux parce que l'Article 122(2) du TFUE est violé, et parce que ces prêts portent atteinte par ailleurs à un certain nombre de droits socio-économiques et de libertés civiles. De plus, l'Accord cadre du FESF de 2010 et le Master Financial Assistance Agreement de 2012 contiennent plusieurs clauses abusives témoignant d'une attitude immorale de la part du prêteur. Le FESF va également à l'encontre de principes démocratiques, ce qui rend ces dettes illégitimes et odieuses.

Les prêts bilatéraux doivent être considérés comme illégaux car ils violent les procédures spécifiées dans la Constitution grecque. Les prêts révèlent une attitude immorale des prêteurs et présentent des conditions qui contreviennent au droit et à l'action gouvernementale. Il y a atteinte tant au droit de l'Union européenne qu'au droit international lorsque les droits humains sont évincés par des programmes macroéconomiques. Les prêts bilatéraux sont par ailleurs illégitimes puisqu'ils n'ont pas été utilisés dans l'intérêt de la population, mais ont seulement servi à sauver les créanciers privés de la Grèce. Enfin, les prêts bilatéraux sont odieux car en 2010 et 2012 les États prêteurs et la Commission européenne, tout en étant conscients de ces violations potentielles, se sont bien gardés d'étudier l'impact sur les droits humains des ajustements macro-économiques et consolidation budgétaire qui étaient la condition des prêts.

La dette envers des créanciers privés doit être considérée illégale parce que les banques privées ont eu une attitude irresponsable avant l'existence de la Troïka, ne respectant pas une diligence raisonnable, et parfois, comme dans le cas de fonds spéculatifs, agissant de mauvaise foi. Une partie des dettes envers les banques privées et les fonds spéculatifs sont illégitimes pour les mêmes raisons qu'elles sont illégales ; de plus, il était illégitime que des

banques grecques soient recapitalisées par les contribuables. Les dettes envers les banques privées et les fonds spéculatifs sont odieuses, puisque les principaux créanciers étaient bien conscients que ces dettes n'étaient pas contractées dans l'intérêt de la population mais pour augmenter leurs propres bénéfices.

Le rapport se conclut sur quelques considérations pratiques.

Le Chapitre 9, Fondements juridiques pour la répudiation et la suspension de la dette grecque souveraine, présente différentes options pour l'annulation de la dette et expose tout particulièrement les conditions dans lesquelles un État souverain peut exercer son droit à poser un acte unilatéral de répudiation ou de suspension de paiement de sa dette en droit international.

Il existe plusieurs arguments juridiques permettant à un État de répudier ses dettes illégales, odieuses et illégitimes. Dans le cas grec, un tel acte unilatéral peut se fonder sur les arguments suivants : la mauvaise foi manifeste des créanciers qui ont poussé la Grèce à violer son droit national et ses obligations internationales en matière de droits humains ; la primauté des droits humains sur les autres accords tels que ceux conclus par les gouvernements précédents avec les créanciers de la Troïka ; la coercition ; la présence de clauses abusives violant la souveraineté de l'État grec ; et enfin le droit reconnu en droit international pour un État de prendre des contre-mesures quand les créanciers posent des actes illégaux.

S'agissant des dettes insoutenables, tout État est juridiquement fondé à utiliser l'argument de l'état de nécessité qui permet à un État confronté à situation exceptionnelle de sauvegarder un de ses intérêts essentiels menacé par un péril grave et imminent. Dans une telle situation, il peut s'affranchir de l'exécution d'une obligation internationale telle que le respect d'un contrat de prêt. Enfin, les États disposent du droit de se déclarer unilatéralement insolubles lorsque le service de leur dette est insoutenable, sachant que dans ce cas ils ne commettent aucun acte illégal et sont affranchis de toute responsabilité.

La dignité du peuple grec vaut plus qu'une dette illégale, illégitime, odieuse et insoutenable. À l'issue de ses premières investigations, la Commission considère que la Grèce a été et est toujours la victime d'une tentative de meurtre froidement préméditée par le trio que sont le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Cette attaque violente, illégale et immorale a été réalisée avec l'assentiment et la complicité des États européens qui, au lieu de servir et défendre l'intérêt général, ont préféré se mettre au service des banques et des intérêts particuliers d'une minorité.

En mettant ce rapport à la disposition des autorités grecques et du peuple grec, la Commission considère avoir rempli la première partie de sa mission telle que définie dans la décision de la Présidente du Parlement du 4 avril 2015. La Commission espère que son rapport constituera un outil utile pour toutes celles et tous ceux qui veulent sortir de la logique mortifère de l'austérité et qui se lèvent pour défendre ce qui est en danger aujourd'hui : les droits humains, la démocratie, la dignité des peuples et l'avenir des générations à venir.

Aujourd'hui, en réponse à ceux qui leur imposent des mesures iniques, le peuple grec pourrait leur rappeler ce propos de Thucydide lorsqu'il évoquait la constitution de son peuple : « Elle a reçu le nom de démocratie, parce que son but est l'utilité du plus grand nombre et non celle d'une minorité. » (Oraison funèbre de Périclès rapportée par Thucydide dans La guerre du Péloponnèse)

Traduction : CADTM

Source: www.hellenicparliament.gr

Trouver l'ensemble du rapport (préliminaire) [ici](#).

Le TTIP et la lutte pour la souveraineté et de la dignité

Par Amelia Martínez Lobo | 21 juin 2015

Le TTIP (partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) est en cours de négociation entouré du secret habituel pour les autres accords commerciaux entre les États-Unis et l'Union européenne (à travers la Commission européenne, l'organe exécutif et législatif). Il représente une attaque frontale contre la démocratie, la souveraineté les droits sociaux et du travail, les syndicats, l'environnement et bien d'autres questions.

Il y a de nombreux exemples et des expériences antérieures. Plusieurs études d'impact indépendantes reconnaissent que l'ALENA (ALE entre États-Unis, Canada et Mexique), qui existe depuis 20 ans, a eu des conséquences désastreuses pour la population mexicaine : abaissement du salaire minimum (-17,9%), montée des inégalités et de la pauvreté . (dégradation de l'environnement ou exode des paysans vers les villes (2,7 millions d'agriculteurs mexicains ont abandonné leurs terres), entre autres choses. De l'autre côté de la frontière, les conséquences peuvent également être quantifiées : baisse des salaires en raison de la délocalisation des entreprises au Mexique, où la main-d'œuvre est moins chère et donc fermeture de plus de 60.000 entreprises manufacturières américaines. Un autre exemple est l'accord commercial entre la Colombie et l'Union européenne qui a stimulé la pratique de l'accaparement des terres. Les sociétés transnationales s'approprient les terres des agriculteurs, violent les droits humains et sabotent les processus difficiles de dignité des populations indigènes.

Le TTIP n'est pas un accord de libre-échange habituel, dont on a déjà vu qu'il ne profitait pas aux êtres humains. Le TTIP est un accord géostratégique qui vise à créer un bloc macroéconomique. D'une part, il cherche à ralentir l'expansion, la croissance et le contrôle hégémonique des BRICS (Brésil, Inde, Russie, Chine et Afrique du Sud), et d'autre part, il impose des règlements commerciaux aux pays tiers, ce qui est particulièrement dommageable pour les pays en développement.

Les deux côtés de l'Atlantique représentent 12% de la population mondiale et 50% du commerce mondial. Pourquoi signer un accord commercial entre les deux plus grands blocs commerciaux ? Les deux côtés de l'Atlantique représentent 60% du PIB mondial, répartis inégalement : 70% de la population possèdent 2,7% de la richesse, comparativement aux 8,7% de la population qui détiennent 87% de la richesse. Le TTIP ouvrirait un chemin de non-retour qui ne ferait que creuser le fossé des inégalités de la pauvreté.

Conséquences du TTIP

Il existe de nombreuses études sur l'impact du TTIP pour nos sociétés dans les années à venir. Les études les plus optimistes commandées par la Commission européenne prévoient une hausse du revenu par habitant de 50 € par an. Et ce sont les plus optimistes !

Jeronim Capaldo, économiste à l'Université Tufts et actuellement chercheur à l'OIT, a mené une étude d'impact indépendante pionnière, (le seul qui soit basée sur le modèle de l'ONU) qui prend en compte des variables telles que l'inégalité, les salaires, les ajustements macro-économiques et les tendances politiques. Selon l'étude de Capaldo, le TTIP causerait des pertes de recettes entre 5500 € et 3400 € par an et par travailleur, des baisses des exportations nettes ou du PIB (-0.50% en Europe du Nord et -0,29% en Allemagne). En raison de la délocalisation des entreprises, on estime que 600 000 emplois seraient perdus à travers l'Europe. De plus une réduction significative des recettes publiques des États conduirait à une augmentation des déficits publics

En outre, la mise en œuvre de la clause de l'ISDS empêcherait de re-municipaliser les services publics déjà été privatisés. Les luttes sociales, comme celles menées en Irlande contre les tarifs de l'eau tomberaient dans l'oreille d'un sourd, puisque les organismes supranationaux

non démocratiques pourraient agir en tant que co-législateurs contre les gouvernements légitimes et démocratiques. Le TTIP et la mise en œuvre de l'ISDS créeraient une vague de privatisations, puisque cela ouvrirait la porte pour que les entreprises fassent des affaires avec les services publics.

La passation des marchés publics, qui fait des gouvernements nationaux, régionaux ou locaux un consommateur et un employeur puissants et qui représente 15% du PIB européen serait également touchée. L'achat public responsable, qui récompense les entreprises qui respectent l'environnement et offrent à leurs employés des conditions de travail décentes, serait touché négativement. Les conditions ne sont pas obligatoires, mais l'inclusion de ces critères, favorise l'industrie locale, en particulier les PME locales, et font la promotion d'un autre type d'économie et de solidarité sociale. Par exemple, une petite entreprise locale de meubles ne pourrait pas rivaliser avec le prix d'une grande entreprise multinationale, qui dans de nombreux cas, serait autorisée à avoir des pertes temporaires, afin de "gagner le marché".

La clause controversée ISDS - système de règlement des différends entre investisseurs et États

L'ISDS (règlement des différends entre investisseurs et États) est un système d'arbitrage privé qui permettrait de résoudre les différends entre les investisseurs et les États, dans le cas où les premiers considèrent que la loi de l'État s'oppose à leurs intérêts escomptés ou réels. Cela en soi représente une aberration, car elle met l'entreprise au même niveau qu'un état. Les entreprises et les états n'ont pas du tout les mêmes objectifs, les mêmes intérêts ou la même légitimité.

Cette clause n'est pas nouvelle. Elle est incluse dans plusieurs accords commerciaux. Le CETA (ALE entre l'UE et le Canada), considéré comme le petit frère, et le TTIP projet pilote, qui doit encore être approuvé par le Parlement, intègrent cette clause abusive et antidémocratique.

Il y a de nombreux exemples de la façon dont l'ISDS fonctionne. L'Égypte l'illustre particulièrement. Une société française, Veolia, a menacé de poursuivre l'État égyptien, depuis que le gouvernement a proposé d'augmenter le salaire minimum de 50 € par an. La multinationale, qui opérait dans le pays, a estimé que ce projet de loi ferait baisser les profits attendus. Il y avait trois options: a) que l'État indemnise la société en payant la différence de prestations ; b) aller devant l'un des tribunaux d'arbitrage privés pour résoudre le conflit, et utiliser l'argent public pour payer le coût de ces arbitres privés, qui sont très coûteux ; c) que l'État renonce et n'approuve pas le projet de loi. L'Égypte a choisi la troisième option. Dans les trois cas, ceux qui paient sont toujours les mêmes : les citoyens, soit parce qu'ils voient réduits leurs droits, soit parce qu'on prend l'argent public pour payer la compensation aux entreprises soit parce qu'ils doivent payer les coûts élevés des tribunaux d'arbitrage privé, qui sont de grandes sociétés multinationales dédiées à la consultation.

L'option choisie par l'Égypte est ce qu'on appelle le "gel de la réglementation", qui implique que les États cessent de légiférer ou de réglementer dans certaines questions concernant le travail, environnementales ou sociales dans la crainte d'être poursuivis par les entreprises qui estiment que leurs profits diminuent. C'est un signe de la perversion et de la cupidité inhumaine des grandes entreprises, qui ne connaissent pas de frontières, aucun pays, aucune dignité.

Le TTIP au Parlement européen

Récemment, au Parlement européen, nous avons assisté à un spectacle honteux et pitoyable d'usurpation de démocratie et d'instrumentalisation des institutions dans l'intérêt de quelques-uns. Lors de la session plénière de juin, auraient dû avoir lieu un débat et un vote sur le rapport du TTIP que l'ITC chargé de surveiller les négociations avait lui-même préparés. Ce

rapport ne représente que des recommandations ou un reflet de l'opinion du Parlement européen, pour que la Commission européenne, responsable des négociations, poursuive son travail. Les pouvoirs déjà appauvris du Parlement ont été mis à bas lorsque les évaluations et le débat lui-même ont été annulés à la dernière minute. La justification, purement technique et procédurale invoquant le grand nombre d'amendements, n'était pas crédible. En fait, l'ISDS était la vraie raison. La Grande Coalition, constituée par les populaires, les libéraux et les sociaux-démocrates n'est pas parvenue à un accord sur la clause controversée. La pression de la société civile et la large mobilisation dans toute l'Europe ont fait que plusieurs socialistes européens se sont alignés sur les propositions de la Gauche unie et des Verts : un rejet sans équivoque de l'ISDS. Ainsi, la majorité des députés votera contre le système d'arbitrage privé. Cela a ouvert dans la Grande Coalition une fissure que les défenseurs de la TTIP ne pouvaient pas accepter. Ils ont donc suspendu le vote et le débat jusqu'à nouvel ordre, car il semble qu'ils n'acceptent la démocratie que quand ils gagnent, et quand ils perdent, ils se tournent vers une politique et des accords sur le dos pour les citoyens.

Il est donc clair que l'ISDS n'est pas un accessoire, ni une partie du TTIP, mais un pilier fondamental de ce traité. Le TTIP sans la clause abusive est dénué de sens.

Les citoyens contre l'oligarchie : la lutte continue

Le TTIP n'est pas une lutte entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Le TTIP est une lutte entre les citoyens et les pouvoirs économiques. Les plates-formes sociales des États-Unis sont également mobilisées pour exprimer leur rejet de cet accord commercial. Plus de 30 membres du Congrès ont envoyé une lettre à Obama demandant la suspension des négociations du TPP, le frère jumeau de TTIP mais avec les pays du Pacifique. Tout cela se passe de l'autre côté de l'Atlantique, et cela montre que la lutte commune se fait contre les puissances et les oligarchies.

Des négociations sont toujours en cours et il est probable qu'elles se poursuivront jusqu'à la fin de 2016. Nous avons donc encore du temps pour continuer à nous battre dans les rues et demander à nos représentants à tous les niveaux de gouvernements d'exiger un référendum contraignant, afin que les citoyens puissent décider. C'est une question de démocratie et de responsabilité politique, puisque cet accord changerait complètement nos vies, notre état de droit et nos démocraties (déjà faibles, avec un système représentatif qui s'effiloche toujours plus).

Campagne européenne pour recueillir des signatures: <https://stop-ttip.org>

Parti de la Gauche européenne – transform ! Europe

Université d'été 2015

16 juillet 15 Posté dans : Université d'Été

La 10ème Université d'été annuelle du Parti de la gauche européenne, en coopération avec transform! europe a eu lieu à Litomerice, République tchèque, 8-12 Juillet. Il a été accueillie par le KSCM (Parti communiste de Bohême et de Moravie), le SDS (Parti du socialisme Démocratique) et le SPED (Société pour le dialogue européen). Vous trouverez ici l' « Appel de Litoměřice » et des rapports par le PGE sur les trois séances plénières principales.

Appel de Litoměřice

Actuellement, l'Europe est à la croisée des chemins.

Les principales valeurs de nos sociétés qui sont le fruit de nombreuses luttes sociales au cours des siècles sont en jeu. De l'Ukraine à la mer Méditerranée, la paix, l'humanité et la dignité sont menacées par les forces du capitalisme néolibéral.

Au cours de ces mois, depuis que le peuple grec a décidé de dire OXI à l'austérité et au chantage et NAI à une porte de sortie de la crise digne, en portant SYRIZA au pouvoir, l'esprit d'espoir, de solidarité et d'une véritable alternative démocratique et sociale se tiennent en Europe.

Mais les forces dirigeantes ont déclaré la guerre : la guerre au peuple grec et la guerre à tous les Européens qui opposent leur lutte acharnée contre l'austérité imposée, l'augmentation des profits. Elle est non seulement dirigée contre la gauche, mais contre toutes les autres forces en Europe qui se dressent pour la démocratie, la justice sociale et la paix.

Nous appelons tous les Européens à exiger de leurs gouvernements une solution viable pour la Grèce et l'Europe. Il est maintenant temps d'éviter des décisions politiques qui mèneront à des conséquences irréversibles et dramatiques. C'est maintenant le temps de la responsabilité politique.

Nous, participants de la 10ème Université d'été du Parti de la gauche européenne et transform! europe à Litoměřice (République tchèque), nous engageons à soutenir le peuple grec qui est à l'avant-garde de notre lutte commune pour une Europe durable et pacifique, une Europe qui vaut la peine de se battre.

Ensemble, nous gagnerons !

Litoměřice
11 Juillet 2015

Jour 1: Est de l'Ouest

L'avenir de l'Europe : égalité, justice et cohésion sociale. Expériences et contributions d'Europe centrale et orientale

La première session plénière a été consacrée au débat sur l'avenir de l'Europe, l'égalité, la justice et la cohésion sociale, avec les expériences et les contributions d'Europe centrale et orientale.

Le président du PGE, Pierre Laurent, a commencé par analyser la situation menant à la confrontation entre deux modèles de conception de l'Europe. D'un côté, l'Europe « ultralibérale » menée par les forces hégémoniques représentant « une Europe toujours plus autoritaire, avec un pouvoir de plus en plus concentré et, avec des principes démocratiques en suspendus ». De l'autre côté « une nouvelle force politique qui se prononce pour l'émancipation de la tutelle de la politique financière des marchés et de la pression allemande », qui est le gouvernement grec de Syriza, qui cherche à mettre en œuvre son programme de gouvernement.

La conclusion de Laurent est que « la crise grecque représente la crise du modèle européen » Il a expliqué que, après la victoire du référendum grec contre la politique de la Troïka, « les forces qui dominent aujourd'hui la construction de l'Europe ont rejeté tout compromis viable pour permettre une sortie de la crise sociale en Grèce, « cela démontre clairement ce qu'est leur conception de l'Europe ».

« Maintenant, ils veulent faire payer à la Grèce les résultats de l'OXI au référendum en l'expulsant ». « S'ils le font, ce sera le déni de la souveraineté du peuple grec et un danger pour tous. Ce sera irresponsable parce que ce sera la solution la plus coûteuse pour la Grèce et pour tous », a-t-il dit, soulignant les conséquences de la faillite de la Grèce.

La solution qu'ils veulent imposer n'est pas dans le but de sauver l'Europe, mais elle est due aux exigences des puissances financières, peu importe qui sont les victimes, faisant payer la crise aux citoyens et détruisant le système européen de protection sociale.

Les obligations imposées aux pays d'Europe orientale pour leur intégration dans l'UE

Ce modèle néolibéral de l'Europe est celui qui a été également appliqué à l'intégration des pays d'Europe orientale dans l'Union européenne, Pierre Laurent l'a détaillé. C'était « une intégration faite non pas avec l'idée d'un élargissement politique, mais comme un modèle imposé dans lequel se trouvaient les pays de l'Europe de l'Est comme réserve de main-d'œuvre bon marché, et ressources au service des intérêts de l'Europe et les États-Unis. Ils l'ont utilisée pour relocaliser et abaisser les salaires dans le reste de l'Europe avec l'argument d'une meilleure compétitivité. »

« Ce fut une attaque du système contre les droits des travailleurs » et le résultat est que « nous sommes aujourd'hui dans une situation où les travailleurs de l'Union européenne sont surexploités ».

Les principes d'intégration étaient « très stricts, une revanche politique et économique en niant tous les succès du passé, sans garanties sociales, détruisant la société, désintégrant le socialisme, niant leur culture et leurs principes démocratiques ».

Cette volonté d'intégration financière occidentale a été accompagnée par la politique expansionniste de l'OTAN, a expliqué Pierre Laurent, qui « utilise les pays d'Europe orientale dans sa stratégie de confrontation avec la Russie », une stratégie agressive qui crée trop de tension dans les pays qui partagent une frontière avec la Russie, avec le risque de déclencher une guerre en Europe de l'Est. « L'expulsion de la Grèce aurait des conséquences géostratégiques très graves et irresponsables ».

Un autre danger sur lequel a alerté le président du PGE est l'augmentation de la puissance de l'extrême droite, nourrie par les résultats des mesures sévères nécessaires à l'intégration dans l'Union européenne, qui se sont « accompagnés d'un anti-communisme encouragé par l'intelligence européenne ». Et ce danger est encore plus vif avec la campagne anti-grecque.

Après avoir décrit le scénario, le Président du PGE, a abordé la question de « ce qu'il faut faire » et le travail à accomplir par la gauche européenne, qui « doit être responsable pour éviter le choc des civilisations. »

Cela renvoie à la proposition d'une alternative par le Parti de la Gauche européenne. Une alternative que Pierre Laurent a exposée et qui est basée sur la construction d'un modèle d'harmonisation sociale face à la concurrence entre les pays. Cette harmonisation comprend la demande d'un salaire minimum convergent, que les syndicats européens commencent à réclamer, « et cela doit être accompagné par la protection sociale pour éviter le dumping social ». Il a souligné dans la défense et la protection des droits des femmes « plus importants dans les pays de l'Est que dans les pays du Sud », car ils sont essentiels dans cette bataille.

Un autre pilier de l'alternative de la gauche est de « promouvoir la capacité de production de chaque pays contre l'épuisement des ressources et de l'industrie par les sociétés transnationales ». La destruction des capacités productives nationales touche tout le monde, y compris la France. Et pour mener à bien les politiques économiques « nous devons reconstruire et reconquérir les marchés financiers » avec la création d'une banque européenne d'investissement public.

Le dernier axe exposé concernait la paix et le désarmement face à l'« otanization » et à la militarisation de l'Union européenne ».

Toutes ces batailles sont des batailles européennes et « il est nécessaire de développer une politique de solidarité active afin que tous les Européens soient concernés par ce qui se passe en Grèce, en Espagne, en Irlande ou dans tout autre pays. Nous ne pouvons pas continuer avec

seulement des solutions nationales, qui sont fondamentales, mais la chose importante est une issue européenne ", a-t-il conclu.

Jour 2 : l'Europe après le 25 janvier : de nouvelles chances, de nouveaux défis

Europe - intégration ou division

La deuxième journée de travail a été consacrée à un débat sur l'intégration ou la division de l'Europe, dans un moment marqué par la tension des dures négociations avec la Grèce et la menace grave de Grexit.

Le professeur canadien **Leo Panitch** a commencé la séance plénière avec une vue historique des contradictions du capitalisme dans le monde et l'évolution des parties du travail, qui a conclu dans une analyse de la situation politique en Grèce. Il a parlé de la création de nouveaux partis à gauche et du nouveau type d'internationalisme qui a été généré en lien aux mouvements sociaux. Il a donné comme exemple Syriza et la façon dont il s'est impliqué dans la révolte des étudiants, la façon dont il a travaillé avec les mouvements et l'approche de l'unité qui a été forgée. Il a rappelé le moment où Alexis Tsipras a déclaré la crise économique et la torture tellement insupportables qu'ils devaient conquérir le pouvoir de contrôler le changement, et que la seule façon de le faire était l'union de tous ceux qui marchaient dans la même direction.

Le peuple grec a soutenu les propositions d'Alexis et lui a donné une majorité quasi absolue pour diriger le gouvernement, mais la situation actuelle est que « Syriza se trouve piégé dans les négociations avec peu de marge de manœuvre (...) Syriza a essayé de résoudre la quadrature du cercle, en voyant s'il est possible de changer la Grèce et de rester dans l'Union européenne en même temps ». La question fondamentale, a expliqué Panich, est de savoir s'il est possible de changer l'État grec de rester dans l'Union européenne.

Le président du PGE, **Pierre Laurent**, a répondu en disant qu'il existe aujourd'hui trois positions à l'égard de l'Union européenne. D'une part, ceux qui veulent maintenir l'ordre néolibéral actuel, « de plus en plus autoritaire (...) ; ce sont les dirigeants qui agissent contre la Grèce. D'autre part, les forces de l'extrême droite, qui veulent brûler l'Europe, avec une hausse importante du nationalisme. Et enfin, ceux d'entre nous qui défendent une Europe de la solidarité qui mène le combat contre l'Europe de la Finance ».

Lorsqu'on lui a demandé s'il est possible de changer un pays depuis l'intérieur de l'Union européenne, Laurent a répondu avec force que oui. « Nous croyons dans l'Union européenne et c'est la raison pour laquelle nous avons créé le Parti de la gauche européenne, pour travailler ensemble pour changer l'Europe. Mais pour transformer un pays, il faut aussi transformer l'Europe. Ce sont deux luttes simultanées ».

Le président de la Gauche européenne a souligné que c'est « un processus de lutte difficile », qui n'a pas été gagné le 25 janvier, ni avec le récent référendum, « ce sera une question d'années. Syriza va parvenir à un compromis difficile avec les rapports de force qui existent aujourd'hui en Europe. La chose importante, a-t-il souligné, est d'être en capacité d'utiliser cette bataille pour changer l'Europe. « Les peuples d'Europe regardent les autres parce que ce qui se passe en Espagne, en France ..., dans d'autres pays, sera important pour chacun d'eux. La bataille actuelle en Grèce est une bataille politique pour changer le rapport de force et lutter contre l'austérité dans chacun de nos pays.

À propos de la marge de manœuvre, Pierre Laurent a affirmé que c'est une bataille et toute conquête est une victoire politique. « Nous nous battons pour un autre modèle d'Union européenne qui élargisse la marge de manœuvre pour les peuples et dans le respect de la souveraineté nationale, utiliser cette marge de manœuvre pour renforcer la solidarité avec ceux qui en ont le plus besoin.

« En ce moment – a conclu Laurent – en même temps que le travail politique, il est nécessaire de renforcer la solidarité immédiate, élargir les mobilisations et multiplier les délégations de

Grèce afin qu'ils puissent expliquer ce qui se passe, et pour répondre aux urgences sociales et aux besoins la Grèce ». Pierre Laurent, a rapporté comment, grâce à la campagne de solidarité en France, aujourd'hui, la majorité de l'opinion publique soutient la Grèce, et que cela a fait que le Président de la République – malgré son double discours - a dit « non » au Grexit.

Elisabeth Gauthier, qui a animé la séance plénière, a confirmé l'importance croissante des grandes manifestations qui ont eu lieu depuis la victoire sur Syriza aux élections de janvier, avec le soutien d'intellectuels, de mouvements sociaux, de toute la gauche, des Verts et qui ... ont rejoint les syndicats. Elle a souligné que, après le référendum, l'ensemble du Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats a exigé un accord équitable avec la Grèce, comme l'ont fait les dirigeants des syndicats nationaux.

Natasa Theodorakopoulou, de la direction de Syriza, a parlé de la tension des derniers moments d'une négociation difficile, où les institutions européennes étaient sur le point de décider si la Grèce continuerait à faire partie de l'Union européenne ou serait un pays expulsé. Elle a expliqué que ce sont des moments de soutien et non pas une critique parce que « la seule alternative est Syriza et son échec serait la montée de l'extrême droite ».

Jour 3: Une Europe-Un Monde

Changer l'Europe pour un avenir mondial soutenable

La dernière séance plénière de l'Université d'été a été consacrée à la façon de changer l'Europe pour assurer un avenir soutenable au niveau mondial.

La modératrice, **Cornelia Hildebrandt**, a ouvert le débat en appelant à la construction d'une autre société qui ne repose pas sur les marchés, l'accumulation et la production, mais sur une politique écologique qui donne la priorité à des conditions d'existence soutenables et à la défense des ressources fondamentales comme l'eau, l'énergie, etc., en tant que biens communs. Elle l'a résumé dans la nécessité d'une « nouvelle façon de penser et d'organiser la solidarité ».

La vice-présidente du PGE, **Maite Mola**, a présenté le travail effectué par le Parti de la gauche européenne pour promouvoir un changement de rapport des forces dans l'Union européenne qui permette de construire cet avenir mondial soutenable. Elle a rappelé que le PGE, à son dernier Congrès en décembre 2013, a décidé de présenter la candidature de Tsipras à la Commission européenne, comme moyen de rendre visibles les arguments et les propositions de la gauche européenne.

Une des étapes clés pour commencer cette transformation a été la victoire de Syriza en Grèce, ce qui permet d'avoir un gouvernement en Europe, le seul pour le moment, qui affronte la politique d'austérité des institutions néolibérales. La proposition du PGE a bien fonctionné, et aujourd'hui, la gauche se lève aussi dans d'autres régions et d'autres pays.

« L'Union européenne est un mensonge, car elle ne repose pas sur l'union des peuples, mais sur l'union des marchés (...) et elle a voulu expulser la Grèce pour faire un exemple pour d'autres pays comme l'Espagne », mais l'idée de l'EL, ainsi que le Syriza, "il est pas contre l'Union européenne, mais contre ce modèle de l'Union européenne", le vice-président de l'EL ajouté.

La construction d'une autre Europe est un travail difficile que la Grèce ne peut pas accomplir seule, c'est pourquoi il est nécessaire d'étudier attentivement l'accord qu'elle a signé et dans quelles conditions elle l'a fait, parce qu'il va y avoir une campagne dure contre Syriza disant qu'il a accepté les conditions de la Troïka. Ce qui est indéniable, pour le moment, c'est que le gouvernement grec a de l'argent et trois ans pour essayer de relever le pays, a-t-elle affirmé.

Le fil conducteur de l'unité populaire

Maite Mola a décrit la campagne « très importante » qui se développe contre l'austérité, non seulement en solidarité avec la Grèce, mais comme issue pour tout le monde. « Dans chaque pays, nous devons construire la plate-forme, fil commun de l'unité populaire, avec la gauche, les mouvements sociaux et les syndicats. Et la plate-forme doit être coordonnée au niveau européen pour pouvoir organiser la lutte contre un ennemi puissant et implacable ».

L'Alliance contre l'austérité doit être simple, sans programmes politiques, accordant la priorité à ce qui nous unit. Elle donne l'exemple de la campagne contre le TTIP, un travail essentiel, parce que « ce ne sera pas l'Union européenne qui dictera seule les règles, mais les États-Unis le feront aussi ». Elle a évoqué la question de la paix, « une question fondamentale pour la gauche dans sa lutte contre l'impérialisme ». Et enfin, elle a expliqué que le prochain espace concret de travail important est la préparation de la COP21, qui se tiendra à la fin de l'année à Paris, « où nous devons nous retrouver pour présenter nos propositions sur le changement climatique ».

« L'unité est nécessaire non seulement pour les élections mais pour tous les jours, dans la rue, au travail ..., et si nous l'obtenons aussi dans les institutions, elle sera la bienvenue », a conclu Mola.

Émanciper l'Union européenne de l'OTAN

Walter Baier, coordinateur de Transform! europe, a souligné avec insistance la nécessité de revoir ce qui est utile et ce qui doit changer, parce que, dit-il, « nous sommes dans la plus grande crise de l'histoire, avec un échec des politiques d'austérité, des migrations et des réfugiés, des institutions européennes, des gouvernements de l'Europe ... et de l'Europe en général ». Il a ajouté que la guerre en Ukraine est un échec potentiel de toute l'Europe et il a alerté sur le fait que l'extrême droite en profite.

Baier a évoqué les inégalités dans le travail dans le monde, de la nécessité de rétablir le droit international et d'investir dans le développement l'argent dépensé pour l'armement. Il a souligné valoir la nécessité de transformer les relations humaines et environnementales et d'approfondir la relation entre la crise écologique et les injustices sociales. Enfin, Baier en a appelé à « l'émancipation de l'UE de l'OTAN, qui est le plus grand danger pour la sécurité dans le monde ».

Les processus d'intégration de la solidarité en Amérique latine

Ana Elisa Osorio, du Venezuela, membre du Parlement latino-américain, a expliqué le processus d'intégration en Amérique latine généré au cours de la dernière décennie. Le premier élément a été l'ALBA, l'Alternative bolivarienne, qui est parti de conversations entre Chavez et Fidel et qui est basé sur l'unité de transformation bolivarienne. L'ALBA est un espace où l'intégration privilégie la solidarité et la complémentarité des peuples. Nous prenons en compte les capacités et les points forts de chaque pays et développons des facilités d'échange. De cette façon, par exemple, si un pays a de l'huile, il peut l'échanger avec d'autres pour du bétail, et l'opération est effectuée en sucres qui est une monnaie virtuelle avec laquelle il n'est pas nécessaire d'utiliser les devises internationales des pays membres.

Elle a également parlé du mécanisme Petrocaribe, pour fournir du pétrole à des pays plus petits, avec des conditions extrêmement favorables qui incluent l'obligation d'investir dans des programmes sociaux.

La parlementaire vénézuélienne a encore décrit aux participants de l'Université d'été du PGE deux Mécanismes fondamentaux de l'intégration, l'Union des nations d'Amérique du Sud (UNASUR), avec son observatoire des droits humains, et la CELAC, qui rassemble tous les pays d'Amérique latine, du Mexique à la Patagonie. « Pour le Venezuela, le thème de l'unité

est une priorité » en montrant qu'il y a déjà eu deux sommets entre la CELAC et l'Union européenne.

Source: www.european-left.org

Suivez la conférence en Livestream
16 -19 juillet 2015

Conférence mondiale 2015 Democracy Rising

Global Center for Advanced Studies (GCAS) Première Conférence mondiale sur le thème « Democracy Rising : Des insurrections à l'événement »

La Conférence GCAS Democracy Rising peut être suivie via ce lien : www.livestream.com/therealnews

Le slogan de Margaret Thatcher, « Il n'y a pas d'alternative » était une déclaration de guerre qui a installé les horreurs des politiques néolibérales qui ont érodé et systématiquement sapé les projets démocratiques et publics mis en œuvre depuis plus de 30 ans. La crise financière mondiale de 2008 a mis en évidence ces politiques néolibérales qui ont ouvert la voie à l'émergence d'une classe oligarchique intouchable dont les 80 membres du haut possèdent maintenant plus de richesse que la moitié inférieure de la population du monde. Il est maintenant clair que le néolibéralisme a accéléré une inégalité radicale et en même temps a obligé le monde à se conformer à ses politiques impossibles à remettre en cause, anti-démocratiques, de peur qu'une catastrophe encore plus grande ne nous arrive.

Face à « No alternative », pour reprendre leurs mots, en 2011 une nouvelle série d'insurrections s'est mise à émerger du mouvement Occupy à la Tunisie, l'Égypte, Bahreïn, au Yémen, à l'Espagne, l'Irlande et la Grèce. La victoire historique récente de Syriza fait surgir le message que les citoyens doivent décider de leur propre avenir et donc que la réaffirmation de la primauté du politique a de nouveau sa place dans le monde. Dans le sillage de la victoire de Syriza et de l'espoir qu'il propose au monde, nous proposons une conférence avec des universitaires et des militants du berceau de la démocratie, Athènes, Grèce.

Le but de la conférence est de rassembler des intellectuels et des militants pour réfléchir et proposer des alternatives stratégiques pour la démocratie et son avenir.

Thématiques:

- Le néolibéralisme et les mesures d'austérité
- Philosophie et luttes politiques
- La crise de la dette mondiale
- Le capitalisme et l'éducation
- Démocratie & Activisme
- L'Union européenne et la zone euro
- La montée du fascisme en Europe
- Néolibéralisme et mondialisation
- Unir les travailleurs avec l'Intelligentsia
- L'espoir d'une gouvernance Gauche
- La montée de Podemos en Espagne
- Organiser localement et globalement
- Inégalité et Démocratie

Site Web: <https://globalcenterforadvancedstudies.org/>

Programme

Orateurs

Alain Badiou (président GCAS), Gabriel Sakellaridis (Porte-parole du gouvernement grec) Aristides Baltas (ministre grec de l'Éducation), Anastasios Kourakis (sous-ministre de l'Éducation), Mihalis Spourdalakis (professeur de sociologie et doyen politique de la School of Economics and Political Science, Université d'Athènes)

Conférenciers : Tariq Ali, Maria Aristodemou, Bruno Bosteels, Jodi Dean, Costas Douzinas, Stathis Kouvelakis, Paul Mason, Maria Nikolakaki, Leo Panitch

Conférenciers: Athena Athanasiou, Peter Bratsis, Alex Callinicos, Aris Chatzistefanou, Creston Davis, Paolo Gerbaudo, Stathis Gourgouris, Sigrid Hackenberg, Laura Hanna, Srecko Horvat, Azfar Hussain, Athina Karatzogianni, Kostis Karpozilos, Theodore Koulouris, Claudia LANDOLFI, Spyros Marketos , Sandro Mezzadra, John Milios, Aamir R. Mufti, Rodrigo Guimaraes Nunes, Neni Panourgia, Julie Resche, Jérôme Roos, Gabriel Sakellaridis, Lola Sánchez, Helena Sheehan, Lenart Skof, Angeliki Spiropoulou, Stavros Stavrides, Igor Stiks, Bhaskar Sunkara, Kenneth Surin, Astra Taylor, Peter Thompson, Giovanni Tusa, Kees van der Pijl, Leonidas Vatikiotis, Christoforos Vernadakis, Katarina Peović Vuković, Hilary Wainwright, travailleurs @ Vio.Me et des invités spéciaux de Syriza et Podemos.

<https://globalcenterforadvancedstudies.org/event/democracy-rising-world-conference-2015/>